

ASSEMBLÉE NATIONALE

26 novembre 2019

RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ET À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE - (N° 2274)

Non soutenu

SOUS-AMENDEMENT

N° CD1829

présenté par

M. Guy Bricout et M. Demilly

à l'amendement n° CD|1013 de Mme Maillart-Méhaignerie

ARTICLE 10

Compléter l'alinéa 2 par la phrase suivante :

« Avant l'entrée en vigueur de la loi n° ... du... relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, ces dispositions font l'objet d'une étude d'impact environnementale et économique et d'une concertation avec les acteurs concernés. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Sauf exceptions prévues par la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009, tous les projets de loi sont accompagnés d'une étude d'impact, réalisée par le Gouvernement, définissant les objectifs poursuivis, exposant les motifs du recours à une nouvelle législation.

L'amendement 1013 vise à favoriser le déploiement de solutions de réemploi dans la restauration rapide, par l'interdiction en 2023 des contenants, couverts et emballages à usage unique pour les repas et boissons consommés sur place. La transition vers le réemploi et la réutilisation, étant donné l'impact environnemental et économique majeur de cette dernière, ne pourra se faire sans visibilité, sans analyses d'impact et sans études de fond.

Il est essentiel à la prise de décision que les dispositifs envisagés aillent bien dans le sens de l'esprit de la loi : un progrès environnemental et une transition écologique, qui ne se fassent pas au détriment des acteurs économiques et ne provoquent pas de conséquences environnementales négatives. L'amendement propose donc que la disposition fasse l'objet, avant son entrée en vigueur, d'une étude d'impact environnementale et économique, qui pourrait être menée par un Observatoire du réemploi et de la réutilisation sous l'égide de l'Ademe.